

# La grève appartient à celles et ceux qui luttent

jeudi 22 novembre 2007, par [Alternative libertaire](#) (Date de rédaction antérieure : 14 novembre 2007).

Alors que le mouvement étudiant continue de prendre de l'ampleur, l'enjeu central, le retrait de la LRU et la défense d'un enseignement libéré des intérêts privés, est occulté par un débat sur les blocages, et les votes à bulletins secrets sur la poursuite de la grève et du blocage. Les votes sont mis en place par les administrations des universités, soutenues par le ministère, c'est-à-dire ceux-là même qui combattent le développement du mouvement étudiant !

Ceux qui luttent doivent rester maîtres de leurs modes d'actions. Ce n'est pas aux présidences d'universités, aux dirigeants des entreprises, au gouvernement, ni même aux directions syndicales, qu'il revient de décider de la forme des luittes en cours mais bien à celles et ceux qui sont effectivement en grève et en mouvement

La démocratie directe, basée sur les échanges en assemblée générale, la prise de décision souveraine, le mandat révocable, n'est pas soluble dans un système qui nie la légitimité de l'organisation collective et qui n'est au final qu'un recours contre la grève. Comment mettre sur le même pied, d'un côté une assemblée générale de plusieurs milliers de personnes, un mouvement réfléchi et décidé et, de l'autre côté un simple vote « pour ou contre » auquel participe une part importante de personnes défavorables et extérieures au mouvement.

Nous sommes face aux prémisses de ce que va provoquer la loi anti-grève dite de « service minimum » qu'a fait passer ce gouvernement et qui instaure des votes « indicatifs » dans les entreprises de transports au bout de cinq jours de grève : une manœuvre d'instrumentalisation de la démocratie de la part du pouvoir, du Medef, et des médias aux ordres, pour encadrer ou stigmatiser les luittes sociales qui s'en prennent justement à la toute puissance du patronat et du gouvernement.

Dans les universités, à la SNCF, la RATP, EDF-GDF, c'est aux assemblées générales de décider de la de la conduite et de la poursuite du mouvement. C'est dorés et déjà ce qui se passe avec la reconduction de la grève dans les transports. Malgré les manipulations gouvernementales, la propagande médiatique et la capitulation d'une partie des directions syndicales qui s'engagent dans une négociation sur la base des projets gouvernementaux contre lesquels se battent des dizaines de milliers de salarié-e-s.

L'expérience l'a déjà prouvé, la classe dirigeante ne connaît que le rapport de force, sans grève elle ne lâchera rien. La convergence des différents secteurs vers la journée de grève et de manifestation du 20 novembre constitue une étape supplémentaire pour imposer nos revendications. Ceux qui luttent peuvent gagner ou perdre ; ceux qui ne luttent pas ont déjà tout perdu !

Le Secrétariat aux relations extérieures